



HAL
open science

L'Amérique latine dans l'actualité : Les enjeux de la visite du pape Benoît XVI à Cuba (26-28 mars 2012)

Marie Laure Geoffray

► **To cite this version:**

Marie Laure Geoffray. L'Amérique latine dans l'actualité : Les enjeux de la visite du pape Benoît XVI à Cuba (26-28 mars 2012). Les Études du CERI, 2012, 189-190, pp.9-12. hal-04573522

HAL Id: hal-04573522

<https://sciencespo.hal.science/hal-04573522>

Submitted on 13 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Première partie

L'Amérique latine dans l'actualité

Les enjeux de la visite du pape Benoît XVI à Cuba (26-28 mars 2012)

Marie Laure Geoffray

La visite du pape Benoît XVI à Cuba en mars 2012 a été fortement commentée, tant sur l'île qu'en Floride et dans les médias internationaux. Cette visite a mobilisé une grande partie des Cubains, d'autant plus incités à assister aux messes données par le pape que leur salaire était maintenu malgré leur absence au travail. Enfin, cette visite a également généré beaucoup d'attentes chez les opposants politiques qui espéraient pouvoir rencontrer Benoît XVI et faire ainsi entendre leurs revendications.

Pour mieux comprendre cette attention médiatique portée à la visite du pape ainsi que les enjeux qui y étaient attachés par divers acteurs sociaux et politiques, il est nécessaire de revenir sur une évolution politique de long terme – la politique d'infléchissement menée par le gouvernement socialiste cubain vis-à-vis de l'Église catholique depuis l'effondrement du monde communiste au tournant des années 1990 – et sur un événement historique – la visite du pape Jean-Paul II sur l'île en janvier 1998. La gestion de cette visite par les autorités cubaines éclaire par ailleurs la continuité des modes autoritaires de gouvernement à Cuba.

DE LA RECONSTRUCTION DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE À CUBA APRÈS 1991 À LA VISITE DE JEAN-PAUL II EN 1998

En 1991, le gouvernement cubain proclame la continuité du socialisme malgré la dissolution de l'URSS. Désormais, ce socialisme doit être construit de manière autonome, sans l'aide des anciens pays frères. Cette adaptation à ce tournant politique historique entraîne la remise à l'honneur de figures historiques nationales de l'indépendance cubaine, notamment José Martí (1853-1895). Des amendements sont apportés à la Constitution en 1992 pour entériner cet infléchissement et cette reformulation des fondements et objectifs du socialisme à la cubaine.

Dans ce processus de nationalisation du socialisme, la place de l'Église catholique est repensée. Alors que les croyants étaient stigmatisés depuis les années 1960, la doctrine politique de l'État cubain révolutionnaire prônant l'athéisme, ils peuvent désormais devenir membres du parti communiste et pratiquer leur foi plus librement. L'Église catholique retrouve par ailleurs un rôle social et institutionnel plus fort avec l'extension des diocèses et la désignation d'un cardinal, Jaime Ortega, en 1994.

C'est dans ce contexte qu'intervient la visite du pape Jean-Paul II du 21 au 25 janvier 1998. Minutieusement préparée par le gouvernement cubain et le Vatican, cette visite comporte de nombreux enjeux. Du côté cubain, il s'agit de montrer la tolérance nouvelle à l'exercice de certaines libertés civiles et religieuses, sans que la continuité politique, en termes de doctrine comme de dirigeants, ne soit remise en question. Au Saint-Siège, deux objectifs sont poursuivis : couronner les efforts de reconstruction et d'extension de l'Église catholique à Cuba et insister sur la nécessité d'un changement social et politique dans l'île. Si la plupart des homélies furent dédiées à l'importance de la foi, le pape eut des paroles critiques à l'endroit du régime. Insistant sur l'absence de liberté du peuple cubain et l'existence de prisonniers politiques, il encouragea à plusieurs reprises la population à s'exprimer et à agir en répétant le désormais fameux « N'ayez pas peur ». La réaction de la population fut enthousiaste et de nombreux médias estimèrent à l'époque que Jean-Paul II s'était montré plus critique que ce qu'avaient anticipé les hauts fonctionnaires cubains qui avaient préparé sa visite. Cependant, c'est la formule « que Cuba s'ouvre au monde [...] et que le monde s'ouvre à Cuba », prononcée par le pape

lors de son premier discours sur l'île¹, qui passa à la postérité. L'équivalence posée entre le « monde » d'un côté et « Cuba » de l'autre fut retenue par de nombreux observateurs au moment de conclure sur l'issue de cette visite : beaucoup proclamèrent une victoire partagée de Jean-Paul II et de Fidel Castro. Si le pape s'était en effet exprimé sur les sujets qui lui tenaient à cœur, la légitimité politique de Castro était sortie grandie par la démonstration médiatique de la modernisation du socialisme cubain.

BENOÎT XVI SUR LES TRACES DE JEAN-PAUL II ?

Les médias ont pour la plupart comparé la visite de Benoît XVI en 2012 à celle de son prédécesseur 14 années plus tôt. Cette visite intervient en effet après la mise en œuvre de réformes économiques de libéralisation et d'ouverture au marché, comme ce fut le cas dans les années 1990. La conjoncture politique est aussi relativement favorable avec la libération, entre 2010 et 2011, de dizaines de prisonniers politiques condamnés en 2003, grâce à l'intercession du cardinal Jaime Ortega en personne. Ces libérations, annoncées par l'Église et non par le gouvernement, ont permis de rehausser le prestige et la visibilité politique d'une institution dont l'action sociale est, par ailleurs, de plus en plus forte sur l'île, notamment en direction des enfants et des personnes âgées.

Benoît XVI ne s'est cependant pas appuyé sur ces victoires récentes engrangées par le haut clergé cubain pour exhorter Raul Castro et son gouvernement à aller plus loin. Le motif officiel de sa visite était la célébration de la découverte de la première image de la vierge de la charité du cuivre 400 ans plus tôt. Son ambition déclarée était donc bien moins ouvertement politique que celle de son prédécesseur en 1998. Certes, Jean-Paul II n'avait pas non plus rencontré d'opposants – semble-t-il à cause de fortes pressions en ce sens – mais il avait du moins évoqué leur sort à plusieurs reprises. À l'inverse, Benoît XVI n'a jamais directement mentionné leur existence, quoiqu'il ait évoqué la nécessité de respecter les « libertés fondamentales » du peuple cubain. Quant à ses déclarations sur l'obsolescence du marxisme tel qu'il a été pensé historiquement, elles ne défient pas un président réformateur qui tente depuis son élection de s'émanciper de nombreux éléments de la doctrine soviétique adoptée dans les années 1970, afin de justifier les réformes économiques mises en œuvre.

La visite de Benoît XVI semble donc avoir été dédiée avant tout au renforcement de l'Église catholique en tant qu'institution à Cuba, pour accroître le nombre de fidèles dans un pays où seuls 5 à 10 % de la population se déclare catholique en raison de la force du syncrétisme et de la vivacité renouvelée des cultes afrocubains et des églises évangélistes depuis 20 ans. Un instantané de cette visite témoigne de sa faible dimension conflictuelle : il s'agit d'une photo qui rend compte de la complicité partagée entre Fidel Castro et Benoît XVI qui ironisent sur leur condition commune d'hommes âgés², après avoir discuté de questions liturgiques et des défis posés aux religions par la modernité. En somme, l'instantané d'une rencontre en terrain déminé.

¹ Voir le discours entier : « Juan Pablo II: 'Que Cuba se abra al mundo y que el mundo se abra a Cuba' », *Inter Press Service en Cuba*, 22 mars 2012 (www.ipscuba.net/index.php?option=com_k2&view=item&id=3698:juan-pablo-ii-que-cuba-se-abra-al-mundo-y-que-el-mundo-se-abra-a-cuba&Itemid=10), consulté le 5/11/2012).

² Voir le portfolio images publié sur le site internet d'*El País* : « El Papa visita Cuba », 27 mars 2012 (http://internacional.elpais.com/internacional/2012/03/26/album/1332790899_831631.html#1332790899_831631_1333011013), consulté le 5/11/2012).

CE QUE LA VISITE DE BENOÎT XVI NOUS APPREND SUR LES TRANSFORMATIONS EN COURS À CUBA

L'intérêt de la visite du pape à Cuba tient aussi à ce qu'elle donne des éléments de compréhension du changement social et politique en cours à Cuba comme dans les milieux exilés de Floride.

La visite de Benoît XVI a bien moins mobilisé les foules que celle de son prédécesseur. Pourtant, les autorités avaient clairement incité la population à se rendre aux messes et chargé les organisations de masse de mobiliser tous les militants disponibles pour qu'ils soient postés sur les voies empruntées par le pape. De la même manière, si quelques incidents eurent lieu (tel le cri d'un homme isolé juste avant la première messe à Santiago de Cuba : « à bas le communisme »), rien n'est venu rappeler les vibrantes minutes pendant lesquelles la foule cria « le pape veut que nous soyons libres³ » lors de la messe de Jean-Paul II sur la place de la Révolution le 26 janvier 1998. Deux hypothèses sont plausibles : soit la discipline politique est moins forte, soit l'espoir a faibli.

Il reste que les groupes d'opposants politiques – et plus généralement les mouvements contestataires – sont désormais mieux organisés, plus visibles et plus nombreux qu'à la fin des années 1990. C'est probablement la raison pour laquelle près de 150 personnes ont été arrêtées (d'après le compte tenu par la Commission pour les droits humains et la réconciliation nationale d'Elizardo Sanchez, opposant historique) avant même l'arrivée de Benoît XVI afin d'empêcher la tenue de mobilisations sur la voie publique. Pendant la visite du pape, cette vague d'arrestations s'est poursuivie de façon indiscriminée à l'encontre d'opposants politiques mais aussi d'artistes et de simples citoyens. L'avocat Wilfredo Vallin estime ainsi que durant la visite du pape, Cuba était *de facto* dans une situation d'« état d'urgence non déclaré⁴ » car tous les droits des citoyens ont alors été suspendus sans que cette suspension n'ait pourtant été proclamée par le gouvernement. Cette situation n'est pas passée inaperçue dans les médias. Du fait de la multiplication des blogs et des plateformes d'information en ligne tenus par des Cubains à Cuba et ailleurs, les mouvements d'opposition ont obtenu la visibilité souhaitée pendant la visite du pape, bien qu'ils n'aient pas réussi à le rencontrer en privé. Cette capacité à rompre le monopole médiatique imposé par le gouvernement ainsi qu'à sensibiliser la population à d'autres agendas de discussion que les agendas officiels est l'un des éléments majeurs du changement social et politique à Cuba depuis près de cinq ans.

De l'autre côté du détroit de Floride, le changement politique est également évident. Alors que la visite de Jean-Paul II à Cuba en 1998 avait déclenché l'organisation d'une contre-manifestation de milliers de personnes à Miami et l'annulation du voyage de centaines de fidèles dans un bateau affrété par l'épiscopat local, la visite de Benoît XVI a été favorablement reçue. Les messes ont été retransmises sur écrans géants dans certaines églises de Miami, où elles ont été très suivies, et plusieurs vols charters ont été affrétés pour emmener les fidèles qui le souhaitaient à Cuba. L'homme d'affaires Carlos Saladrigas, l'un des principaux organisateurs de la marche de 1998, a cette fois fait le déplacement et affirme désormais que la visite du pape participe au changement social et politique en cours à Cuba.

La visite de Benoît XVI à Cuba permet de faire ressortir certains éléments de compréhension des modes autoritaires de gouvernement de Raul Castro. D'un côté, l'ouverture économique – quoique limitée – permet au gouvernement de donner quelques gages aux entrepreneurs cubains de Floride comme Carlos Saladrigas, et au-delà aux entrepreneurs américains, dans la perspective future d'une mise en place de relations commerciales. De l'autre côté, l'ouverture politique reste extrêmement contrôlée. La venue du pape s'inscrit dans la tolérance croissante des autorités face à certaines questions

³ Voir le compte-rendu de M. Vicent et J. J. Aznárez, « El Papa, libre, nos quiere a todos libres », *El Pais Digital*, 26 janvier 1998 (www.udel.edu/leipzig/texts4/elc26018.htm, consulté le 5/11/2012).

⁴ Voir la minute 18mn35 de la vidéo du panel organisé par le collectif contestataire Estado de Sats avec Vallin et d'autres invités : « Estado de Sats: Un debate sobre la represión durante la visita del Papa », 13 avril 2012 (www.penultimosdias.com/2012/04/13/estado-de-sats-un-debate-sobre-la-represion-durante-la-visita-del-papa/, consulté le 5/09/2012).

sociales comme la liberté religieuse, le mariage homosexuel ou encore les revendications de mouvements noirs. Mais cette tolérance accrue ne concerne pas les questions politiques essentielles comme le renouvellement du personnel politique au plus haut niveau, la légitimité du parti communiste comme parti unique ou encore la « dépénalisation de la contestation », selon les termes de Reinaldo Escobar⁵, l'une des voix majeures des mouvements contestataires actuels à Cuba.

⁵ Voir son blog « Desde Aqui » : www.desdecuba.com/reinaldoescobar/ (consulté le 5/11/2012).